

Compte-rendu paru dans la Revue française de science politique, vol. 68, n°3, 2018, p. 581-582.

Costa (Olivier), Mérand (Frédéric), dir. – *Études européennes*. – Bruxelles, Bruylant, 2017 (Traités de science politique). 658 p.

Le traité des *Études européennes* qui est récemment paru chez Bruylant, co-dirigé par Olivier Costa et Frédéric Mérand, est une initiative éditoriale ambitieuse : un volume de près de 700 pages dans un contexte marqué depuis plus d'une décennie par un empilement récurrent de crises de l'intégration européenne, qu'elles soient de nature institutionnelle, économique, financière, politique, citoyenne ou sociale. Par conséquent, avant même la lecture approfondie de l'imposant ouvrage, la réaction première d'une spécialiste de ce domaine tend à être un « ouf ! » de soulagement (« ouf ! il y a encore des maisons d'édition et des directeurs de collection pour se lancer dans une telle aventure sur un tel sujet » ¹). Ce « ouf » plutôt pessimiste contraste avec l'optimisme et le volontarisme qui ont manifestement porté le projet. En effet, le cri poussé par ses codirecteurs semble bien plus proche d'un « *EU studies*, on est *back* dans les bacs » !

Les objectifs affichés dans l'introduction visent à remplir trois missions : premièrement, et assez naturellement, donner à voir et structurer un état de la recherche et de ses lignes de force ; deuxièmement, dans un geste assez classique des travaux d'analyse de l'Union européenne, ne pas mettre de côté l'analyse scientifique du présent et donc « rendre compte des débats les plus récents sur les difficultés [que l'Union européenne] rencontre, sur les motifs de son rejet et sur ce que les acteurs de l'Union entreprennent – ou pas – pour répondre à cela » (p. 22) ; troisièmement, poser la question de l'existence d'une *French touch* et mettre en valeur « la contribution singulière des chercheurs [*sic*] de langue française, du double point de vue de leurs approches et de leurs résultats » (p. 24). Cependant, on comprend rapidement que l'objectif qui tient tout autant à cœur aux codirecteurs et aux auteur.e.s de ce traité est bien d'affirmer et de réaffirmer l'intérêt des travaux de ce champ d'études. Il s'agit de montrer que si la période de crise européenne entre 2005 et 2016 a tout d'abord failli transformer les

¹ Même si un travail d'édition un peu plus développé aurait pu asseoir encore plus le statut d'ouvrage de référence du traité (ajout d'une bibliographie générale et d'un index des noms, attention à l'usage inconsistant de l'écriture inclusive notamment).

européanistes en soviétologues post-1991, elle a finalement permis de donner un second souffle, plus critique, aux études européennes. Le leitmotiv central est de démontrer qu'elles sont à nouveau pertinentes et qu'elles ont collectivement des réflexions innovantes à apporter aux sciences sociales, en particulier autour des questions liées à la politisation du système européen et à son économie politique, aux résistances à l'intégration européenne et à l'euroscepticisme, bref qu'elles peuvent contribuer à éclairer les transformations non seulement de l'ordre politique mais aussi de l'ordre social.

Cette défense et illustration des études européennes à la fin des années 2010 est structurée en trois parties qui abordent successivement les institutions et les acteurs de l'Union européenne, ses politiques et ses activités, ainsi que quelques grandes questions transversales qui représentent et représenteront à l'avenir des enjeux cruciaux pour son fonctionnement. Dans l'ensemble, les chapitres qui composent ce traité relèvent admirablement le gant des hautes ambitions posées par ses codirecteurs, se situant sur une ligne de crête qui leur permet d'allier présentation pédagogique de l'état des connaissances pour chaque sujet traité et présentation pointue des débats théoriques actuels ainsi que des transformations empiriques en cours.

Si on peut regretter quelques redites (par exemple sur la question des résistances à l'intégration européenne traitée bien sûr dans le chapitre sur l'euroscepticisme mais occupant aussi une large part de celui sur l'europanisation – qui par ailleurs fait l'impasse sur les approches sociologiques et processuelles sur le sujet, alors même qu'il s'agit sans doute là d'un des apports spécifiques de la recherche francophone), s'il serait bien évidemment possible de jouer au petit jeu des manques ou des absences (comment n'en serait-il pas autrement ? par comparaison, l'*Oxford Handbook of the European Union* compte 58 chapitres et 200 pages de plus), on insistera plutôt sur le fait que ce traité offre un véritable plaisir de lecture (et un enrichissement intellectuel évident) à retrouver des auteur.e.s sur leurs sujets de prédilection dans des textes au long cours.

Peut-être cet ouvrage est-il plus destiné à la communauté universitaire, à des spécialistes et à des enseignant.e.s qui vont se plonger dans ses chapitres en voyant déjà l'usage qu'ils pourront par exemple en faire pour leurs cours, qu'à des étudiant.e.s nouvellement concerné.e.s par le sujet. Mais cela souligne bien qu'il ne s'agit pas d'un manuel ou d'un ouvrage collectif parmi d'autres, mais bien d'un traité, avec ce que cela recouvre comme volonté de représentation, d'institution et de légitimation d'un champ d'études – et celui-ci remplit parfaitement son rôle.

Sophie Jacquot –

Université Saint-Louis Bruxelles, CReSPo, IEE

